

L'orientation du Front Populaire de Tunisie

samedi 1er mars 2014, par [BARON Alain](#), [BEN FADEHL Riad](#), [CHAMKHI Fathi](#), [Front populaire \(Tunisie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2014).

Samedi 1^{er} février a eu lieu à Saint-Denis (93) un meeting du Front populaire de Tunisie qui a rassemblé entre 200 et 300 personnes. Deux dirigeants nationaux étaient venus de Tunisie pour cette occasion.

Riad Ben Fadehl est essentiellement intervenu sur l'analyse de la situation politique, et Fathi Chamkhi surtout de la situation économique et sociale. Pour éviter des répétitions, des extraits de leurs interventions sont regroupés par thèmes.

Sommaire

- [1. A propos de la Constitution](#)
- [2. A propos du gouvernement](#)
- [3. La situation économique](#)
- [4. La situation sociale](#)
- [5. Quelles alternatives ?](#)
- [6. Quelques pistes proposées](#)
- [7. A propos des prochaines](#)

Fathi Chamkhi : Depuis trois ans, le chaud et le froid soufflent sur le peuple tunisien. Pendant trois ans, nous avons connu (...) beaucoup de chocs, beaucoup de joies, des illusions, la chute du dictateur, les islamistes au pouvoir, des assassinats politiques et les immenses mobilisations qui les ont suivis, la question sécuritaire, le terrorisme salafiste, la crise économique, etc.

Rien que le mois dernier, il y a eu le vote de la loi de finances et du budget, très impopulaires. Et quelques jours après, il y a eu une rébellion contre les premières mesures imposées par la loi de finances, puis la démission du gouvernement islamiste. C'est cette révolte qui a donné le coup de grâce au gouvernement islamiste, elle l'a fait tomber comme un fruit pourri.

Il vient d'y avoir une nouvelle Constitution, malgré toute la pression exercée par les islamistes. Il s'agit là d'une victoire. Il y a également un nouveau gouvernement.

1. A propos de la Constitution

Riad Ben Fadehl : Nous avons une Constitution qui représente une bonne base de travail. Ce n'est pas celle dont nous rêvions, effectivement, il s'agit d'un compromis (...).

Si on compare le troisième brouillon de Constitution issu du comité des compromis de la fin janvier 2013, et le texte que nous avons pu faire passer le 26 janvier 2014, c'est le jour et la nuit. C'est une Constitution qui consacre définitivement le droit des femmes, le Code de statut personnel. C'est une Constitution qui parle, noir sur blanc, de la liberté de conscience. C'est une Constitution qui aborde la question de la marginalisation des zones intérieures du pays. Il y a donc beaucoup d'éléments positifs dans cette Constitution. Notre groupe parlementaire l'a votée, et nous l'avons défendue bec et ongles.

Rappelez vous, Ennahdha voulait faire de l'Islam la base de la législation. Ennahdha parlait du « rôle

complémentaire » de la femme. Ennahdha voulait que dans l'article 1, la chaaria soit indiquée noir sur blanc. (...) Cette Constitution, est un frein définitif pour ceux qui voulaient contourner l'aspect démocratique, civil, de notre Etat-nation qu'est la Tunisie. (...)

Aujourd'hui, nous avons donc en mains une Constitution qui, dans les batailles politiques à venir, va enlever à Ennahdha des arguments sur le Takfir (accusation d'apostasie). Le fait de traiter quelqu'un d'apostat est maintenant pénalement condamnable.

Aujourd'hui, beaucoup d'arguments développés par Ennahdha pendant la campagne électorale du 23 octobre 2011 vont être complètement caduques. Donc, cette Constitution va permettre de neutraliser une partie de l'arsenal idéologique qui a servi à Ennahdha pendant la campagne du 23 octobre 2011, et qui va donc nous laisser les coudées suffisamment franches pour travailler sur les problématiques économiques, sociales et culturelles.

Il est clair que sur la question des droits économiques, sur la question de la place des jeunes, sur la question de la peine de mort, il y a encore beaucoup à faire. (...)

Cette Constitution est perfectible, et la bataille ne s'arrête pas là. Nous voulons la conforter avec un arsenal législatif important. (...)

2. A propos du gouvernement

Riad : Ce gouvernement n'est pas notre gouvernement. (...) Jomaâ a été imposé au Quartet (1), qui nous l'a imposé. (...)

Jomaâ n'était pas notre candidat. (...) Nous lui avons indiqué que la condition sine qua non pour que le Front populaire vote la confiance au gouvernement était la non-reconduction de Lotfi Ben Jeddou au ministère de l'Intérieur. Ce ministère de l'intérieur couvre en effet les assassins de Mohamed Brahmi. (...) Entre nous et ce gouvernement, (...) il y a notamment la remise en cause de postes ministériels qui peuvent aujourd'hui entraver, de manière claire, nette et précise, le processus démocratique et son couronnement, c'est-à-dire l'organisation transparente d'élections. (...) D'ores et déjà, la présence de 3 ou 4 ministres est l'objet d'intenses débats, nous sommes en train de réclamer le changement de ces ministres.

Le rapport de forces, votre mobilisation, la nôtre, tout cela permettra de rectifier le tir de ce gouvernement. (...)

Le gouvernement Jomaâ est un gouvernement dont nous avons refusé de voter la confiance, mais au Front populaire aujourd'hui, nous n'appelons pas à sa chute. (...)

Ce gouvernement (...) est le candidat de l'UTICA, le MEDEF tunisien. Mais il est aussi le candidat du Quartet dans lequel l'UGTT a pris position en sa faveur.

Le débat qui va se poser très bientôt, est de savoir ce que va faire l'UGTT face à la demande de trêve sociale que Jomaâ a déjà réclamé à l'UGTT. (...)

Dans la dernière rencontre que nous avons eue avec Jomaâ, nous lui avons dit très clairement que c'était le respect à la lettre de la feuille de route qui allait déterminer notre position par rapport à ce gouvernement :

- * Il doit procéder à la dissolution des LPR, qui sont des ligues fascistes en train de terroriser les quartiers populaires.
- * Il doit garantir la neutralité des mosquées.
- * Il doit procéder à une loi de finances complémentaire corrigeant complètement la loi de finance qui a été votée et dont les méfaits sont présentés dans l'intervention de Fathi Chamkhi.
- * Il doit aujourd'hui s'engager sur une réforme fiscale dans laquelle ce ne sont pas uniquement les salariés qui assurent l'essentiel de la ponction fiscale, mais également le capital. (...)

Donc, le gouvernement Jomaa est un gouvernement qui va être suivi à la loupe par le Front populaire ainsi que par les partenaires sociaux, et en particulier l'UGTT. Et nous allons tout faire pour que la feuille de route soit appliquée.

Et si la feuille de route n'est pas appliquée - et il y a de forts risques qu'elle ne soit pas appliquée - nous demanderons la rectification de ce gouvernement.

Fathi : Les Tunisiennes et les Tunisiens vivent depuis trois ans sous la pression de la crise économique, du terrorisme, de la question sécuritaire, etc.

Il y a aussi, celle du FMI et des autres institutions financières internationales, de la Commission européenne, du Conseil européen, etc.

C'est vrai, des victoires ont été remportées, mais le pays avance toujours dans la mauvaise direction, et même à une vitesse plus rapide. Les militant-es ne doivent donc pas nourrir les illusions, même si il y a actuellement un vent de soulagement en Tunisie, et qu'il est difficile pour le FP d'essayer de revenir tout de suite à la charge.

Les militant-e-s politiques doivent prendre tout cela en considération et guetter le moment opportun pour rebondir, pour revenir à la charge. C'est pour cela que le FP a pris pour l'instant comme angle d'attaque la composition du gouvernement, et le programme qu'il va appliquer. C'est une bonne attitude

3. La situation économique

Fathi : Tous les indicateurs économiques, financiers et monétaires sont en berne, voir au rouge. On voit une montée en flèche de l'endettement extérieur qui est maintenant de 28 % du budget de l'Etat au lieu de 17 % en 2010. L'investissement privé est en panne, et ce qui est plus grave, aucun investissement public n'est prévu dans le budget 2014.

Une autre question qui préoccupe les Tunisiens est la situation des finances publiques. On entend même dire en Tunisie que l'Etat va être le mois prochain dans l'incapacité de payer les salaires des fonctionnaires. Suite à la levée de l'embargo financier du FMI, le 29 janvier, on entend maintenant des cris de joie pour remercier le FMI qui « va sauver l'Etat de la banqueroute » !

C'est contre cette économie que les Tunisiennes et Tunisiens se sont révoltés. Et maintenant, on essaye d'imposer ce même système, cette même économie, cette même logique aux Tunisiens qui se sont battus et se battent pour mettre en place une autre économie, une autre logique, un nouveau partage des richesses.

Le premier acte politique effectué par Jomaâ a été d'envoyer son engagement de mettre en œuvre les réformes structurelles et le plan d'austérité demandés par le FMI, et acceptés le 20 avril 2013 par le gouvernement islamiste. Nous assistons à un passage de relai entre le gouvernement islamiste et le gouvernement Jomaâ. Le budget et la loi de finances du gouvernement Ennahdha n'ont pas été abolis. Les premières mesures qu'ils comportent ont entraîné, du 7 au 9 janvier, une quasi-révolte dans l'ensemble du pays.

Le programme du gouvernement Jomaâ est musclé et très agressif. Il prévoit de faire une coupe franche de 22 % dans les subventions aux produits et services de première nécessité.

Le nouveau gouvernement prévoit le gel des salaires, c'est à dire la baisse des salaires d'au moins 6 % si l'inflation reste à 6 %. Il prévoit zéro embauche et aucun investissement en 2014.

C'est pour cela que le FP a dit que ce budget 2014, et cette loi de finances qui l'accompagne, sont une vraie catastrophe, antipopulaire, anti-nationale

4. La situation sociale

Fathi : La crise sociale qui existait avant le 14 janvier, s'est encore aggravée. Et c'est cela que les Tunisiennes et Tunisiens ne comprennent pas du tout.

Ils disent : « Ben Ali était la source de tous les problèmes, on l'a foutu dehors, et voilà la situation qui

empire encore : plus de chômage, plus de pauvreté, dégradation du pouvoir d'achat, etc. » Le taux de chômage, selon les standards du BIT, est en effet officiellement de 15,7 %. Le sous-emploi, qui a explosé sous la dictature de Ben Ali touche aujourd'hui 2 actifs occupés sur 3. En 2010, en Tunisie, on comptait 139 000 diplômés-chômeurs, ils étaient 250 000 fin 2013.

Tout cela alimente la marginalisation, la pauvreté, et ce sentiment que finalement on a rien gagné de la révolution, et que pour l'instant la situation s'est encore aggravée. Cette crise touche également aujourd'hui frontalement les classes moyennes.

Il y a aussi la corruption, le dossier des martyrs et blessés de la révolution. Les libertés sont également menacées, parce que le pouvoir revient à la charge maintenant de manière préventive car il sait que ce qu'ils prépare sera très dur et mal accepté, comme en témoignent les mobilisations de début janvier.

Pour cette raison, beaucoup de poursuites juridiques sont engagées dans les régions. Beaucoup de militants, dont des syndicalistes, notamment à Sidi Bouzid, Sfax ou Kairouan sont interpellés, convoqués et accusés de choses et d'autres.

5. Quelles alternatives ?

Fathi : La Tunisie est sous hypothèque. La logique qui domine le pays n'est pas au bénéfice des Tunisiennes et des Tunisiens. C'est une logique nous imposant un système qui nous saigne, un système qui utilise notre économie, notre pays, notre sol contre nous. Qui nous appauvrit. Nous sommes en quelque sorte un peuple colonisé.

Il est incroyable, c'est que ceux qui ont imposé à la Tunisie cette politique anti-sociale, anti-démocratique, et qui nous ont imposé aussi Ben Ali, soient aujourd'hui présentés par certains comme des « sauveurs suprêmes ».

La solution a déjà commencée en Tunisie : l'insurrection révolutionnaire du 17 décembre 2010 au 14 janvier 2011 était le début de la solution. L'insurrection révolutionnaire a ouvert une brèche dans ce système de domination impérialiste ou néo-colonialiste. C'était un bon début, le problème a été ce qui s'est passé ensuite.

C'est vrai, nous n'avons pas d'expérience avant. Mais maintenant, nous vivons une vraie expérience de construction de luttes sociales pour une Tunisie nouvelle, dans laquelle l'économie serait réconciliée avec la majorité de la population.

Il faut donc aujourd'hui élargir la brèche ouverte en 2011. Je pense que c'est ce que fait le FP. Il faut attaquer ce système sur tous les fronts. Il ne pas lui laisser de répit. Il faut le harceler.

Pour mener ce combat, les révolutionnaires doivent prendre en compte, avoir toujours à l'esprit, qu'ils traitent avec des hommes et des femmes qui souvent ont peur, qui ont des attentes, qui un jour se posent des questions, et un autre jour se disent « tiens, c'est peut-être fin du tunnel ».

Au FP, nous avons déjà un bon programme économique et social. Nous l'avons fait en lien avec les militant-es engagé-es dans les luttes. Mais cela ne résouds pas le problème pour autant. Il faut que ce programme convainque la majorité de la population, et d'abord les travailleurs/euses, les jeunes, la population, les habitant-e-s des quartiers populaires, etc. Et cela n'est pas facile du tout.

Faire de la politique, c'est toujours avancer à leurs côtés.

6. Quelques pistes proposées par le FP

Fathi : * La dette constitue la question centrale de ce système de domination néocolonial.

Dans le budget 2014, le service de la dette représente 17 % du budget de l'Etat. Quatre ans après avoir chassé Ben Ali on en est toujours à payer les dettes de son régime.

Dans ce même budget, l'Etat prévoit de supprimer 22 % des subventions. En d'autres termes, il veut tuer les pauvres à défaut de supprimer la pauvreté. Voilà ce que veut faire ce gouvernement.

Dans son contre-projet de budget, le FP propose un moratoire sur le paiement de la dette.

* Un autre chantier est une révolution fiscale. Dans le budget 2014, il a été par exemple décidé de baisser de 30 % à 25 % l'impôt sur les profits des sociétés. La Tunisie est un pays totalement gratuit pour un investissement étranger qui réalise en moyenne au 30 % de taux de profit et ne paye aucun centime à l'Etat Tunisien. Dans le même temps, on augmente la pression sur les salariés (?) de 12%. Ce système est inacceptable.

* Le rôle de l'Etat est aussi une question importante, car le capital étranger ne veut de l'Etat nulle part. Il veut être seul dans tous les secteurs, y compris les services publics. Il s'agit d'une question de souveraineté, et d'autodétermination.

Dans son contre-projet de budget, le FP montre qu'il est possible, tout de suite, de soulager la Tunisie, d'arrêter cette dégradation continue, de changer de direction.

7. A propos des prochaines élections

Riad Ben Fadehl : Nous avons besoin d'avoir un bloc d'élus du Front populaire qui pèse à l'Assemblée nationale. Car sans ce bloc, nous continuerons à faire de l'opposition, pour certains stériles et pour d'autres idéologique (...).

La bataille électorale qui vient est mal barrée, très très mal barrée. Ennahdha a (et avait) l'argent. Ennahdha a (et avait) l'organe de structuration. Ennahdha, aujourd'hui, a l'appareil d'Etat, qu'elle n'avait pas auparavant. (...) Nous avons aujourd'hui à faire face à un maillage socio-économique développé par Ennahdha qui est extrêmement bien ficelé. (...).

Le 23 octobre 2011, Ennahdha nous a battu a plat de coutures. (2) (...)

Si la gauche tunisienne rate la bataille électorale d'octobre-novembre 2014, elle sera condamnée à être une opposition uniquement idéologique, incapable de peser sur le cours des choses. On a fait une connerie le 23 octobre, ne ratons pas les élections de 2014.

Notes :

1. Le « Quartet » a été formé par la centrale syndicale UGTT, la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH), l'Ordre des avocats (OAT), et l'organisation patronale UTICA.

2. Lors des élections du 23 octobre 2011, les forces regroupées par la suite au sein du Front populaire étaient allées à la bataille en ordre dispersé. Elles avaient subi une raclée retentissante qui a permis à Ennahdha et ses alliés de gouverner sans partage pendant plus de deux ans, ainsi que de noyauter solidement l'administration.

P.-S.

* Extraits recueillis et mis en forme par Alain Baron.